

« Le fédéral prend ses responsabilités, la Wallonie a choisi l'immobilisme »

WALLONIE Pierre-Yves Jeholet (MR) demande au gouvernement d'accélérer le pas

► Pour le chef de l'opposition à Namur, Charles Michel a le mérite du courage politique.
► Au sud du pays, estime-t-il, PS et CDH sont engoncés dans les tabous et la peur d'agir.

ENTRETIEN

En juin, les bulletins accordés par Pierre-Yves Jeholet aux ministres wallons étaient assassins. Pour Magnette, Prévot et consorts, pas de réussite en seconde session envisageable selon le chef de groupe MR au parlement de Wallonie. Premier opposant au gouvernement PS-CDH, il ne ménage pas ses critiques, même s'il s'engage à « être un adversaire responsable » parce que « le citoyen attend des débats de fond, pas des querelles façon Laurette Onkelinx. »

En juillet, le gouvernement wallon a présenté

le pacte pour l'emploi, la réforme de la fonction consultative...

Des plans, toujours des plans ! Autant d'effets d'annonces et parfois un vrai cirque avec le report du code de développement territorial. Maintenant, il faut des textes, des actes. Le temps passe et ne se rattrape pas. On peut dire ce qu'on veut du gouvernement fédéral et même ne pas être d'accord avec son action, mais lui, au moins, il bouge, il décide. En Wallonie, l'impression est que l'exécutif est frappé d'immobilisme, qu'il a peur de passer au-dessus des tabous. Il refuse de prendre ses responsabilités.

Dans quel domaine ?

L'entreprise et l'emploi prioritairement. Le gouvernement de Charles Michel est orienté entreprise et business. Il a engagé un soutien à l'économie pour plusieurs milliards d'euros. Je demande au gouvernement wallon de sortir de sa léthargie et d'accompagner la mise en œuvre des mesures fédérales là où ses compétences lui permettent d'agir. La sixième réforme de l'Etat lui a octroyé de nouveaux moyens d'action, il faut les actionner. Heureusement au passage que le fédéral n'est pas devenu une coquille vide : qui aurait le courage d'agir quand on voit l'absence de volonté au sud du pays ?

On peut aussi parler de la réforme fiscale, le tax shift. Le gouvernement wallon doit embrayer sur la nécessité de soutenir le pouvoir d'achat. A moins qu'il cherche à neutraliser les avancées venues du fédéral... Mais qu'il le dise alors !

Le gouvernement fédéral est-il un modèle pour vous ?

Son action, c'est la politique telle que je la conçois : prendre des mesures indispensables, avoir du courage, ne pas chercher à plaire à tout le monde... Tout n'est pas parfait, mais ça décide, ça avance. Tout le contraire du gouvernement wallon : sa vision reste peu claire, son action frileuse... On frise parfois l'incompréhension : passer son temps à critiquer une ministre fédérale sur les aéroports n'a aucun sens, si on n'est pas capable d'assumer ses propres compétences en la matière, comme on l'a vu cet été avec le débat sur l'avenir de Liège Airport.

Aucune circonstance atténuante ?

Les finances par exemple...

Je connais la situation. Mais justement : il faut optimiser chaque euro disponible ! J'attends toujours le choc de simplification qui a été promis : la bureaucratie et la multiplication des opérateurs restent un handicap lourd. Il est temps de se doter d'une administration moderne, notamment en matière de fiscalité. Je sais que des efforts sont faits. Mais à force d'immobilisme, on y revient, la Wallonie a pris un retard énorme : les efforts auraient dû être engagés il y a cinq ou six ans en prévision de l'évolution des institutions. Dans tant de matières, on ne peut que faire ce constat en observant l'exécutif wallon : le temps presse et le franc n'est pas tombé, comme on dit... ■

Propos recueillis par
ERIC DEFFET

cumul « De très mauvais augure »

L'actualité de cette rentrée s'articule autour de deux sujets qui ont de forts échos en Wallonie : la crise des migrants, mais aussi le cumul des mandats, à nouveau au centre mercredi d'un long documentaire de la RTBF.

La Wallonie s'est dotée d'un parcours d'intégration qui n'est que très partiellement obligatoire, au grand regret du MR. L'actuelle crise des migrants impose-t-elle une remise à plat de cette question ?

Le MR est favorable à une procédure qui s'imposerait à tous, au-delà de la simple question de l'apprentissage du français. Il est évident que nous allons revenir à la charge dans ce sens dès la rentrée parlementaire. Dans la

majorité, le PS est cohérent : il n'en veut pas. Le CDH fait preuve d'une grande hypocrisie : il approuve un dispositif léger, puis réclame un plus grand encadrement. Donc oui, nous voulons agir. Comme d'autres, la Wallonie doit prendre ses responsabilités.

Mais elle ne peut pas agir seule...

Bien sûr, il s'agit d'abord d'une question de dimension européenne. Je suis un Européen convaincu et je dois bien vous avouer mon grand embarras sur l'attitude de l'Union. Je parle des migrants, mais aussi de l'agriculture, du dumping social par exemple. Nous traversons des crises très graves et l'opinion publique est bien obligée de constater que l'Europe multiplie les... non-réponses. Celle-ci doit se remettre en question. Mais en attendant, comme responsable politique, je dois agir à mon niveau.

La polémique enfle à nouveau au sujet du cumul des mandats...

Je rappelle que le MR a déposé un texte pour empêcher le cumul entre un mandat et un mandat ministériel...

Même si d'autres cas de figure existent, nous parlons bien de cela. Etes-vous toujours déterminé à agir ?

Plus que jamais ! Il y a d'ailleurs la

question du cumul, mais aussi celle des conflits d'intérêts qui y est liée. Avez-vous suivi l'affaire du dossier perdu cet été à Charleroi ? Le bourgmestre Paul Magnette a fait le nécessaire, mais désormais le gouvernement wallon doit vérifier que tout est en ordre. Et qui préside ce gouvernement ? Paul Magnette... Moi, ça m'interpelle.

Magnette et Furlan semblent décidés à présenter un décret qui mettrait de l'ordre...

Je suis choqué. Lors de l'installation de la commission parlementaire pour le renouveau démocratique, j'avais clairement demandé au ministre-président de laisser les mains libres aux députés sur ces questions. Le projet de décret annoncé est de très mauvais augure ! Les engagements qui ont été pris ne sont pas tenus, c'est un très lamentable début.

Ce texte peut aller dans le bon sens...

Il faudra que les socialistes se mettent d'accord : Marcourt est très exigeant, les autres beaucoup moins. Quant au CDH, il tiendrait peut-être un discours plus clair si son chef de file au gouvernement, Maxime Prévot, n'était pas aussi bourgmestre de Namur. ■

Propos recueillis par
E.D.

ANALYSE

Des fourmis dans les jambes

Mettez-vous à la place des libéraux wallons et de Pierre-Yves Jeholet. Les bleus de Namur en viennent presque à jalouser les députés fédéraux du PS et du CDH : en théorie eux aussi ont entamé une cure d'opposition de cinq ans, mais au moins peuvent-ils entretenir le souvenir de ces longues, longues années où ils ont exercé le pouvoir. L'opposition est un deuil, mais le passé porte en lui des perspectives de renouveau. Un nouveau printemps viendra sans doute.

En Wallonie, le MR entame une troisième législature dans la minorité. En 2014, il a pourtant gagné les élections (25 élus, du jamais vu). Le pouvoir lui semblait promis, dix ans plus tard. On sait ce qu'il en advint. La balance politique a penché dans un sens contraire aux intérêts des libéraux du sud. Pire : quelques cadors ont profité de l'aspiration pour gagner un strapontin dans

le gouvernement Michel laissant orphelins des troupes largement renouvelées et rajeunies. Avec quelles perspectives ? Une nouvelle victoire électorale en 2019 et un passage par l'Elysette ? Possible, mais pas sûr. Et dire qu'il reste quatre interminables années à tirer sur les bancs de l'opposition ! Observer et se taire ? Ce n'est pas le genre de la maison. Les libéraux wallons ont des fourmis dans les jambes. Ils respecteront les règles et la grandeur de la démocratie. Mais rien ne les empêchera de penser qu'ils feraient mieux que l'actuelle majorité s'ils avaient obtenu les clés du pouvoir. Le discours d'opposition ne devrait guère changer. D'autant plus que Jeholet et consorts ont leur idéal à portée de vue : l'action de Charles Michel. Un modèle et une douleur à la fois. Regrets éternels.

E.D.

UNE PROPOSITION

« Développer le business de l'eau »

C'est l'élu de l'arrondissement de Verviers, capitale régionale du précieux liquide, proche de Spa, Chaudfontaine ou de La Gileppe, qui s'exprime : « Dire que l'eau est l'or bleu de la Wallonie est un lieu commun. Mais c'est surtout une réalité dont nous ne tirons pas parti. Le capital en eau douce de notre région est de 13 milliards de mètres cubes par an. L'approche actuelle est presque uniquement environnementaliste. Il faut aller au-delà de ces considérations : nous sommes de véritables experts pour la préservation, la production et l'épuration des eaux. Des administrations, des entreprises et des chercheurs sont à la pointe dans ce domaine. Dans un contexte mondial où la problématique de l'approvisionnement est un enjeu majeur, nous devons exploiter le filon du business de l'eau. En commençant par organiser un Salon mondial de l'eau sur notre sol et qui ferait la démonstration de notre potentiel. »